

Discours de Gaetano Martino à l'occasion de la signature des traités de Rome (Rome, 25 mars 1957)

Légende: Le 25 mars 1957, lors de la cérémonie de signature à Rome des traités instituant la Communauté économique européenne (CEE) et la Communauté européenne de l'énergie atomique (CEEA ou Euratom), Gaetano Martino, ministre italien des Affaires étrangères, prononce un discours dans lequel il salue notamment les efforts poursuivis par ses prédécesseurs Alcide De Gasperi et Carlo Sforza en faveur de la construction européenne.

Source: Archives historiques du Conseil de l'Union européenne, Bruxelles, Rue de la Loi 175. Négociations des traités instituant le CEE et la CEEA (1955-1957), CM3. Conférence des ministres des Affaires étrangères et signature des traités de la CEE et de la CEEA, Rome, 25.03.1957, CM3/ NEGO/098.

Copyright: (c) Union européenne

URL:

http://www.cvce.eu/obj/discours_de_gaetano_martino_a_l_occasion_de_la_signature_des_traites_de_rome_rome_25_mars_1957-fr-7996abf5-43b4-402a-a8ea-978c59a89676.html



Date de dernière mise à jour: 05/11/2015

Discours de Gaetano Martino (Rome, 25 mars 1957)

Mesdames, Messieurs,

Nous sommes réunis dans ce lieu évocateur qui symbolise pour le monde entier l'une des plus brillantes traditions d'universalité et de progrès de civilisation pour signer les deux traités qui, conformément à nos projets communs, sont destinés à traduire dans la réalité l'espoir et le programme de la Communauté économique européenne que nous avons tous conçue et voulue en tant que condition nécessaire à la fois d'une plus grande solidarité entre nos peuples et d'un essor de leurs activités.

Permettez-moi de rappeler que les deux traités qui sont sur le point d'être signés par les gouvernements ont pris naissance dans une autre ville italienne qui m'est particulièrement chère. C'est en effet lors de la conférence de Messine, il y a environ deux ans, en juin 1955, qu'a été affirmée la volonté d'ouvrir un nouveau chemin à l'effort d'unification de l'Europe. La signature à laquelle nous procédons aujourd'hui marque l'achèvement de la première étape sur la bonne voie. Je crois juste de rappeler que cette décision initiale a fait tomber le mur dressé par le désenchantement et le scepticisme et de rendre hommage à tous ceux qui ont contribué à cette décision, même s'ils ne sont pas appelés à apposer leur signature sur les documents finaux, ainsi qu'à ceux qui, au cours de ces deux années, ont participé, sous la direction sage et courageuse du ministre Paul-Henri Spaak, à la rédaction des deux traités. Ils ont dû affronter de nombreuses et graves difficultés parmi lesquelles l'incrédulité des peureux et des paresseux n'a pas été la moindre.

Je manquerais à mon devoir et je décevrais certainement les sentiments profonds de nos hôtes, si je ne rappelais pas également à cette occasion les hommes illustres qui ne sont plus présents physiquement et qui nous ont stimulés et guidés par l'exemple toujours vivant de leur foi et de leur action. Nous Italiens nous éprouvons le besoin de rappeler en particulier deux noms, ceux d'Alcide De Gasperi et de Carlo Sforza dont les esprits aujourd'hui présents dans cette salle nous approuvent et nous encouragent.

Alcide De Gasperi et Carlo Sforza ont été non seulement de grands Italiens mais aussi de grands Européens. Ils ont su donner sa plus claire expression à l'aspiration constante de l'Italie antique et moderne à une intégration de la patrie italienne dans une grande patrie européenne protégée en restant fidèle à elle-même et à ses idéaux de liberté.

Entre l'action d'hier et celle d'aujourd'hui la continuité est parfaite. Tous ceux qui ont voulu une Italie unie dans la liberté ont voulu avec une égale ferveur une Europe unie et libre. Ils ont d'un commun accord conçu le mouvement d'unification de l'Italie comme faisant partie intégrante d'un plus vaste mouvement d'unification de l'Europe. Alcide De Gasperi et Carlo Sforza ont su renouer, dans la profondeur de leur foi, avec cette tradition la plus noble, la plus vraie et la plus vitale de l'Italie. Si le gouvernement italien a pu accomplir tous ses devoirs au cours des négociations qui s'achèvent aujourd'hui, c'est grâce à l'impulsion et à l'inspiration qu'il a reçues d'eux. En ce moment où nous sommes plus disposés à l'espoir, des avertissements nous sont donnés et à juste titre. L'acte que nous accomplissons marque le début d'une nouvelle phase dans nos rapports réciproques et dans la vie de nos peuples. Je voudrais dire que les problèmes ne prennent pas fin aujourd'hui mais qu'ils ne font que commencer. En effet, la Communauté économique européenne ainsi créée n'est pas une machine dont les mécanismes et les mouvements sont tous établis d'avance.

Elle sera le fruit de notre volonté, de notre courage, de notre clairvoyance et de notre capacité de sacrifice. Nous pouvions refuser la Communauté économique européenne pour nous épargner l'effort qu'exige toute entreprise nouvelle et importante, mais cela nous aurait voués à une déchéance fatale et rapide dans les frontières actuelles de notre impuissance. Entre la tranquillité d'une telle fin et le mouvement de la vie avec ses difficultés, nous avons choisi le mouvement de la vie, sachant bien ce qui nous attend mais sachant aussi que ce n'est que maintenant que nous pouvons accomplir l'effort nécessaire pour assurer l'avenir de nos peuples.

Nous devons lutter durement et tenacement surtout contre les résistances du passé, qui ne viennent pas tant des choses et des institutions que de nous-mêmes, de notre pusillanimité ou de nos préjugés.

Nous devons regarder vers l'avant et non vers l'arrière et envisager ce qu'il est possible et nécessaire de faire ensemble avec la certitude que les sacrifices auxquels chacun de nous fait face aujourd'hui seront compensés par la prospérité commune de demain.

La Communauté européenne qui est sur le point de naître a des fins et des limites d'ordre économique mais elle s'inscrit dans un processus historique et politique plus large.

Nous l'envisageons comme un moment et un instrument d'une vie européenne plus solidaire et intégrée dans l'ensemble de ses manifestations. Si notre horizon est nécessairement politique, notre point de départ est de nature essentiellement morale. Nous avons foi en l'Europe en tant que patrie spirituelle. L'Europe que nous aimons et que nous voulons préserver et renforcer est surtout une manière de percevoir et de concevoir la vie, à laquelle nous entendons rester fidèles pour nous-mêmes et pour la continuité et l'unité du progrès de la civilisation. Si nous voulons l'union économique et politique, c'est parce que dans la situation actuelle du monde l'Europe ne peut trouver son salut que dans l'unité qui seule lui permettra de survivre en tant que patrie spirituelle.

Notre unité n'est ni une menace ni un facteur d'isolement à l'égard des autres peuples. Nous voulons et devons nous unir pour pouvoir, en collaboration avec les autres peuples, consacrer notre vie à cet idéal élevé qui a été exprimé par l'un des esprits les plus éclairés et les plus représentatifs d'Europe selon lequel « le plus grand problème du genre humain, que sa nature même lui fait obligation de résoudre, est de parvenir à une société civile universelle administrant la justice ».

Ce sont là les pensées, les sentiments et les vœux avec lesquels le gouvernement italien s'apprête à signer les traités instituant la Communauté économique européenne. Puissent les esprits vigilants et généreux qui nous ont guidés sur notre chemin continuer à nous assister pour le bonheur de nos peuples dans la paix, la liberté, la justice et le progrès de toutes les nations.